Tensions

AMBIANCE À PEFC FRANCE

Dans le cadre du Forum qui s'est tenu de 2015 à 2016 pour valider un nouveau Standard National de Certification, les critères de gestion durable des forêts n'étaient pas le seul sujet. Depuis une dizaine d'années, les dysfonctionnements entre la Direction de PEFC France et les Entités Régionales sont aussi au cœur de l'actualité.

CLAQUER LA PORTE

Depuis la précédente révision qui a consisté à nationaliser l'encadrement de la gestion durable des forêts, les tensions sont constantes. Il y a eu l'épisode coupe rase et plantation forestière qui a conduit les représentants du Sud-Ouest à monter au créneau et nous avons dû, à l'époque, batailler, démontrer que les positions de PEFC France étaient déconnectées à la fois des autres PEFC des pays européens et même du Standard International qui prévoyait bien une annexe Plantation. Mais, corrélativement, il y a eu aussi une réelle déconnexion avec le terrain, en particulier entre les PEFC Régionaux chargés d'appliquer les standards et la Gouvernance de PEFC France.

C'est ainsi que les industriels avaient demandé un audit indépendant à PwC sur le fonctionnement de PEFC France. Audit qui fut rendu en 2015 juste avant le fameux Forum : le constat était clair.

...

En synthèse, PwC résume ces « points de vigilance » en deux constats (page 38).
Concernant organisation et modes de fonctionnement : ... des processus partagés entre les différentes entités PEFC F/Régions) insuffisamment mis à profit. Ainsi, des instances existent pour partager l'information (ex. les CLEAC) mais elles sont sous utilisées du fait d'un ordre du jour trop dense, qui relègue en fin de journée les temps de partage sur des questions de fond ou des échanges de vues sur des échanges de pratiques...

Concernant la «Gouvernance : .... des dysfonctionnements qui sont essentiellement la conséquence d'un déficit de coordination et d'alignement entre les membres de l'association, entre le niveau local et le niveau national, et d'un décalage entre les responsabilités de décision et les responsabilités de mise en œuvre.

PwC estime au final (page 39) : L'enjeu principal de PEFC : renforcer la dynamique d'organisation ... par une démarche de coopération et de dialogue constructif en amont des décisions.
....

Par suite, le Président de PEFC France, Marc Antoine de Sèze, qui exerce ce mandat au titre de FRANSYLVA, a condescendu à écouter les représentants des Entités Régionales dans le cadre d'un Groupe de Travail ad hoc. Quelques représentants des Entités Régionales y participaient sous la houlette des Présidents Godinot (PEFC Est) et P. Maurin (PEFC Sud).

Après plusieurs mois de discussion, MM. Godinot et Maurin ont été surpris par les revirements de l'encadrement de PEFC France et ont claqué la porte...

Extrait de la note de François Godinot suite au Conseil d'Administration de PEFC du 17 janvier 2017.

...

«A propos de ce séminaire, F. Godinot (P. Maurin avait quitté la réunion peu de temps avant) rappelle la lettre des Présidents sur la Gouvernance, et demande la réaction du CA. La réponse de M. de Sèze, au nom du bureau :
.....
.....
- *pour la présence des EAC au CA de PEFC F, c'est oui pour 3 représentants, À TITRE D'OBSERVATEURS SANS VOIX DELIBERATIVE. Une modification des statuts de PEFC France n'est pas à l'ordre du jour.*

A cette information, F. Godinot s'est levé, a dit aux administrateurs «qu'ils se foutaient du monde », et est parti en claquant la porte.»
....

Et c'est ainsi que les Présidents des Entités Régionales ont appris toute la considération que le Président de PEFC France (représentant les propriétaires forestiers) leur portait pour le travail qu'ils faisaient sur le terrain pour développer la certification PEFC ! Or, sans les Entités Régionales, PEFC France n'est rien.

Il serait peut être temps, Mesdames et Messieurs des Entités Régionales, de tirer les conclusions de cette situation, ou alors vous restez au garde à vous et en silence.